

# Quels visages pour l'Europe dans 50 ans?

## Hommage à Denis de Rougemont

José Manuel Durão Barroso

### Résumé / Resumen / Abstract

Dans son texte, José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne, rappelle son passé personnel à Genève et met en relief le présent et l'avenir du projet d'intégration européenne. Il décrit le contexte dans lequel se trouve l'Union européenne dans un monde où les changements géopolitiques se sont multipliés.

En este texto, José Manuel Durão Barroso, Presidente de la Comisión europea, recuerda su pasado personal en Ginebra y pone de relieve el presente y el futuro del proyecto de integración europea, describiendo el contexto en que se encuentra la Unión europea en un mundo donde los cambios geopolíticos se han multiplicado.

In this text José Manuel Durão Barroso, President of the European Commission, recalls his personal past in Geneva, underscoring the present and the future of the project of European integration. In doing so, he describes the place of the European Union within the context of a world in which geopolitical changes have increased exponentially.

### Mots-clé / Palabras clave / Key Words

Union européenne, intégration, géopolitique

Unión Europea, integración, geopolítica

European Union, integration, geopolitics

Tout d'abord merci de votre invitation. Rien ne me fait plus plaisir que de retrouver Genève dès que je le peux. Je m'y sens chez moi. Genève, c'est six années très importantes de ma vie, au début des années 1980.

C'est le privilège et le bonheur d'y avoir rencontré et travaillé avec Denis de Rougemont qui fut non seulement l'une des grandes figures intellectuelles du XX<sup>ème</sup> siècle mais aussi l'une des grandes figures de la construction européenne.

Et surtout, personne mieux que lui n'a su dire la place centrale de la culture dans l'unité européenne. Personne mieux que lui n'a su expliquer que fédérer ce n'est pas uniformiser mais unir sur la base de diversités valorisées et garanties. Il était un homme libre, responsable et engagé. Il disait "penser l'Europe c'est la faire."

Il était un visionnaire de l'Europe unie dont la pensée m'accompagne et m'inspire toujours.

Genève c'est aussi pour moi la naissance d'une longue et solide amitié avec Dusan Sidjanski, fondateur de l'Institut de sciences politiques de l'Université de Genève. J'ai été son étudiant puis son assistant et je continue aujourd'hui encore à bénéficier de ses conseils avisés. Alors permettez-moi de lui exprimer devant vous toute ma reconnaissance.

Et tandis que nous célébrons 50 années d'études européennes à l'Université de Genève, je suis sûr que les anciens étudiants et anciens professeurs, réunis ici aujourd'hui, partagent avec moi la même émotion de voir inauguré au sein du tout nouveau Global Studies Institute, un successeur à notre cher Institut européen, le "Pôle Denis de Rougemont d'études européennes".

Et c'est dans les pas de Denis de Rougemont que je voudrais inscrire les quelques réflexions que je souhaite maintenant

partager avec vous sur l'avenir de l'Europe dans un pays, la Suisse, qui partage les valeurs et intérêts européens.

Tout d'abord quelques mots sur la mondialisation. Lier les études européennes à un centre d'études globales, c'est en fait très pertinent car l'avenir de l'Europe ne peut se penser qu'à travers le prisme de la mondialisation. C'est un fait inéluctable, un fait structurant des rapports internationaux, de la réalité européenne comme des réalités nationales. On ne peut pas l'ignorer, on ne peut pas s'en détourner, mais on doit se donner les moyens de la façonner. Evitons donc la fausse nostalgie! L'action politique dans l'Europe d'aujourd'hui se place dans un environnement radicalement différent de celui qu'ont connu nos pères fondateurs, ou même de ce qu'il était il y a même 20 ans.

Associer études européennes et études globales c'est aussi reconnaître une vocation initiale du projet européen: l'ouverture au monde. Cette vocation est aussi celle de la ville de Genève.

L'année dernière à Oslo, lorsque j'ai eu le très grand honneur de prononcer – conjointement avec le président du Conseil européen – le discours d'acceptation du Prix Nobel de la Paix décerné à l'Union européenne, j'ai rappelé que la déclaration Schuman s'ouvre sur ces mots : “La paix mondiale”.

Oui “la paix mondiale” et non pas seulement “la paix en Europe” parce que l'Europe ne peut pas fonctionner en vase clos. Et c'est bien cette même préoccupation que l'on retrouve chez Denis de Rougemont, notamment à travers le Dialogue des cultures lancé au début des années 1960, car c'est effectivement par un véritable dialogue avec les autres cultures qu'on peut instaurer une paix durable.

J'avais également rappelé à Oslo que Jean Monnet concluait ses Mémoires sur ces mots:

Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain.

Monnet parlait donc d'ouverture, mais pas de fermeture ou même de chauvinisme européen.

Cette vision cosmopolite constitue l'une des plus importantes contributions que l'Union européenne peut apporter à un ordre mondial en devenir. Et aujourd'hui cette vocation mondiale de l'Union se trouve être renforcée par une impérieuse nécessité; car s'il y a bien une leçon que nous devons tirer de cette crise complexe qui a commencé en 2008, c'est celle de notre interdépendance. Forte interdépendance de nos économies européennes bien sûr, mais aussi forte interdépendance globale. C'est ça le paradoxe de la mondialisation: forte interdépendance, mais également une réticence et inquiétude de la part de beaucoup de nos citoyens – des phénomènes qui ne sont pas limités à l'Europe d'ailleurs.

Par ailleurs, de nombreux défis auxquels nous sommes confrontés sont par nature des défis globaux qui ne connaissent pas de frontières et auxquels nous devons répondre de manière globale.

L'avenir de l'Europe doit donc se penser dans cette mondialisation et en fonction de ses évolutions prévisibles. Nous savons que les prévisions n'engagent que ceux qui les font, mais il y a tout de même quelques tendances lourdes sur lesquelles tout le monde s'accorde, à commencer par une accélération du basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers le monde émergent – bien qu'il soit aussi confronté à des défis. Dont, bien sûr, notamment la démocratisation. Parce que pour intégrer les volontés politiques des classes moyennes croissantes, il faut des structures démocratiques, des institutions ouvertes - même si la démocratie n'est jamais parfaite.

Selon un rapport de 2012 de l'OCDE consacré aux perspectives de croissance économique globale à l'horizon 2060, les prochaines années seront marquées par des changements majeurs dans l'équilibre économique et politique mondial. En 2060, le PIB cumulé de la Chine et de l'Inde devrait être plus important que celui de l'ensemble de la zone OCDE, alors qu'il en représente seulement un tiers aujourd'hui.

D'ici à 2050 la population de la planète devrait passer de 7 milliards à plus de 9 milliards. Une économie mondiale quatre fois plus importante qu'aujourd'hui verra sa consommation d'énergie augmenter de 80%. Si d'ici là des politiques plus efficaces et soutenables ne sont pas mises en oeuvre

– notamment par les pays émergents, la part des énergies fossiles dans le bouquet énergétique mondial devrait rester aux environs de 85% - avec des conséquences évidentes pour notre climat.

Enfin nous serons alors non seulement plus nombreux sur la planète mais aussi plus vieux. Les personnes de plus de 65 ans représenteront plus du quart de la population dans les pays industrialisés, contre 15% aujourd'hui. Et en Europe nous serons à la fois moins nombreux et plus vieux. Au-delà de ces changements démographiques, je ne parle même pas de la révolution numérique en cours, qui change profondément nos interactions économiques et même sociales.

Chers amis,

Voyons maintenant ce que de telles évolutions veulent dire pour l'avenir de l'Europe.

Certains soutiennent que l'Union européenne serait soluble dans ce processus de mondialisation et ne croient qu'en l'Etat-nation qu'ils considèrent indépassable.

Autant vous dire que c'est une position que je ne partage pas. Je crois bien au contraire, comme Denis de Rougemont le disait déjà en 1948, dans le célèbre Message aux Européens, que :

aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. Aucun de nos pays ne peut résoudre seul les problèmes que lui pose l'économie moderne. Ça ne veut pas dire enlever la souveraineté nationale, mais la renforcer. Comment les Etats nations pourraient-ils défendre leurs intérêts, leurs influences sans l'exercice commun de leurs pouvoirs? On est plus fort ensemble.

L'accélération du processus de mondialisation ne fait que venir renforcer la finalité d'origine de la construction européenne qui est non seulement d'assurer aux pays de l'Union paix, sécurité et prospérité mais aussi influence internationale en les dotant de la taille critique et de la volonté commune nécessaires.

Taille critique parce qu'au XXIème siècle même les plus grands pays européens, peuvent paraître petits comparés

aux géants mondiaux que sont par exemple les Etats-Unis ou la Chine. La réalité c'est qu'à l'ère de la mondialisation la mise en commun des souverainetés n'équivaut pas une perte mais à un gain de pouvoir et d'influence pour chaque pays de l'Union européenne et pour l'Union elle-même.

Volonté commune aussi parce que les faits nous montrent que c'est là où nous avons su avoir une véritable volonté commune que nous comptons le plus dans le monde et sommes le plus à même d'assurer prospérité et sécurité.

C'est vrai pour le commerce, la concurrence et la monnaie, trois domaines où la voix politique de l'Europe porte dans le monde, et où les Etats membres ont été le plus loindans les transferts de souveraineté.

Cela nous vaut aujourd'hui d'être la première puissance commerciale mondiale avec 20% du commerce international et 30% des investissements globaux, une force d'influence globale en matière de régulation – grâce au plus grand marché intérieur, et d'avoir la deuxième monnaie de référence au niveau mondial, l'euro, une monnaie forte, stable, qui traduit une volonté existentielle de l'Europe.

C'est vrai aussi de notre politique de développement. Si la taille compte, les valeurs sont déterminantes. Et notre Union est fondamentalement une communauté de valeurs.

Notre politique de développement reflète notre volonté de promouvoir ces valeurs en aidant les plus vulnérables de ce monde à prendre en main leur destin politique et économique. L'Union restera le plus généreux donateur au monde, même en ces temps difficiles. J'ai fortement souligné ce point dans les négociations sur le prochain budget pluriannuel européen. Ce n'est pas seulement une question morale, mais une question d'intelligence stratégique. C'est dans ce sens que l'UE et ses Etats membres sont fiers d'être responsables de 60 pourcent de contribution au CICR que j'ai visité ce matin.

Chers amis,

Nous devons préserver cette volonté commune dans les domaines où elle existe déjà, notamment en complétant le marché unique et en progressant vers une Union

économique et monétaire véritable et approfondie avec les renforcements institutionnels nécessaires. Il nous faut aussi la développer dans de nouveaux domaines et je pense notamment à l'énergie et aux migrations.

Sur ce dernier point, la terrible tragédie qui a eu lieu récemment au large de Lampedusa – et je n'oublierai jamais ces cercueils sur lesquels je me suis recueilli quand j'ai visité l'île il y a trois semaines, nous rappelle que la question migratoire n'est pas qu'une question nationale, c'est une question européenne complexe, à multiples facettes et qui appelle une réponse européenne globale et solidaire.

Cela ne veut pas dire que l'Union européenne doit intervenir sur tout. Il existe un principe démocratique et fédéraliste essentiel qui s'appelle la subsidiarité et j'y suis très attaché. La Commission européenne vient ainsi de proposer l'initiative REFIT pour alléger et mieux cibler la législation de l'Union. Comme je l'ai dit à maintes reprises l'Europe doit être plus forte, unie et visible sur les grands enjeux, mais aussi plus discrète sur les questions de moindre importance. Et pour citer Montesquieu, dans la patrie de Rousseau: *“les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires”*.

Agir ainsi c'est gérer notre interdépendance et c'est nécessaire pour maintenir notre influence dans le monde. N'hésitons pas à utiliser ce mot. Car il faut être influent pour promouvoir nos valeurs et défendre les intérêts de nos citoyens. Par exemple, si nous voulons voir bouger les lignes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, nos seuls efforts au niveau européen – qui ne représente que 11% des émissions globales – ne feraient pas beaucoup de sens si nous n'avons pas la masse critique et la cohérence pour convaincre les Etats-Unis et les grandes économies de nous suivre sur cette voie.

D'ailleurs, l'expérience de ces cinq dernières années nous a montré que, dans leur réponse à la crise, les pays de l'Union européenne sont allés vers plus d'intégration et non pas moins d'intégration, beaucoup plus d'intégration là où c'était nécessaire, c'est-à-dire une gouvernance économique et fiscale plus intégrée. Aujourd'hui, nous avons des règles économiques et budgétaires communes qui auraient été même inconcevables pour Jacques Delors et d'autres grands Européens dans leur temps.

Nous avons su tirer les leçons de la crise qui n'est pas derrière nous en ayant plus d'Europe là où il nous faut plus d'Europe. Nous avons donné tort à ceux qui prévoyaient l'éclatement de la zone euro, la fin même de l'euro. Nous voyons bien que peu à peu la confiance commence à revenir. Mais nous voyons aussi que tout cela reste encore très fragile.

Il nous faut maintenir le cap et ne pas relâcher nos efforts, au niveau national comme au niveau européen parce que c'est en associant réformes économiques et véritable union économique et monétaire que nous pourrons aller de l'avant.

La Commission européenne a présenté l'année dernière un projet détaillé pour une Union économique et monétaire véritable et approfondie avec une union bancaire, une union budgétaire aussi et avec comme horizon une union politique. Et si l'urgence actuelle c'est l'union bancaire, il ne faut pas perdre de vue cet horizon politique car c'est l'indispensable voie à suivre pour consolider les progrès accomplis et assurer l'avenir.

Nous devons et nous pouvons aller plus loin dans l'intégration de la zone euro tout en préservant ce que nous avons réalisé tous ensemble, du marché unique aux quatre libertés. Nous devons aussi permettre aux pays qui veulent avancer plus vite de ne pas être entravés par ceux qui ne le veulent pas ou ne le peuvent pas. Mais il ne faut pas perdre de vue non plus que l'Union européenne doit rester un projet pour tous ses membres, une communauté de membres égaux.

Alors, je sais que cela ne sera pas facile. Si certains pays sont déjà convaincus que l'Union politique c'est bien le prochain grand projet de l'Union européenne, après le marché unique, après l'euro, d'autres restent très réticents. Il faudra surmonter ces réticences, mettre en oeuvre cette culture si européenne du compromis et avancer étape par étape, pas à pas. C'est ça la “solidarité de fait” dont parlait Robert Schuman.

Je sais aussi que les visages de l'Europe en 2060 dépendront de nos décisions d'aujourd'hui tout comme de notre engagement individuel à défendre l'Europe car l'Europe c'est l'affaire de tous. L'Europe doit progresser à travers un vrai civisme dans le sens de Denis de Rougemont.

Chers amis,

Il faut donc bien reconnaître que nous vivons dans un monde de ni meilleur ni pire que le monde d'avant. C'est seulement un monde plus instable, un monde en pleine mutation.

Alors comme le disait Denis de Rougemont, "il ne s'agit pas de supprimer les passions, les menaces, il faut les assumer". En un mot, il ne faut pas partir battu d'avance et ne pas craindre de prendre des risques. Il faut être responsable parce qu'être responsable et libre c'est la même chose. Libre parce que responsable et responsable parce que libre.

Je pense donc qu'il faut revenir à cette idée participative de Denis de Rougemont, ce civisme, cette participation active au devenir de la société car participer c'est connaître, c'est être motivé. Comme il le disait si bien : "pensez l'Europe, aimez l'Europe, mais surtout faites l'Europe." Et cela est de notre responsabilité à chacun d'entre nous, citoyens européens.

Il faut également s'engager, se mobiliser pour notre avenir commun; Et aussi avoir plus conscience des extraordinaires atouts qui sont les nôtres à commencer par notre culture.

Et là je parle de culture au sens large du terme, c'est-à-dire notre conception de la vie, et la place de la personne humaine dans le monde. Cela va de notre engagement en faveur de la connaissance, de la recherche et de l'innovation jusqu'à notre vision d'un monde où nous serons toujours aux côtés de ceux qui se battent pour ces valeurs universelles.

C'est par exemple notre engagement en faveur de la recherche fondamentale dont le Prix Nobel belge de physique, François Englert dit qu'elle "est l'accès par excellence à la rationalité et, dans ce sens, elle est un barrage à toute sorte d'idées dangereuses, non rationnelles, dont l'Europe a connu les ravages".

Et je suis heureux que François Englert et Peter Higgs aient été distingués pour ce "quelque chose de très petit

mais qui fait toute la différence" et dont l'existence a été vérifiée par le CERN de Genève, un organisme dont l'idée de la création trouve son origine au Centre européen de la culture de Denis de Rougemont.

C'est une magnifique récompense pour la recherche européenne, qui devrait aussi nous donner plus de confiance en notre capacité européenne à créer, à innover. Je suis convaincu que dans ce monde en pleine mutation, en Europe comme ailleurs de nombreuses solutions viendront à l'avenir des nouvelles recherches scientifiques et des nouvelles technologies. Elles viendront aussi de notre capacité à développer une approche pluridisciplinaire, à créer des ponts entre, par exemple la science et l'art, les connaissances humanistes et les connaissances technologiques.

C'est pourquoi la Commission européenne a défendu un budget européen qui soit un budget d'investissement dans les compétences, l'éducation, la mobilité, la recherche et l'innovation; un budget résolument tourné vers l'avenir.

Donc pour conclure, chers amis, je pense que ce qui fera la différence pour l'Europe dans les 50 prochaines années, ce sera notre volonté, à nous Européens, de rester ouverts, de mieux nous organiser ensemble, d'investir dans la connaissance et de porter nos valeurs.

C'est dire que les propositions de Denis de Rougemont pour une Europe plus présente dans le monde, plus politique, plus solidaire, plus citoyenne et plus culturelle sont plus que jamais d'actualité.

En d'autres termes, et pour lui laisser le dernier mot: "L'Europe n'est pas seulement le Musée du Monde, elle doit en rester le laboratoire tant pour les sciences (économie incluse) que pour les idées politiques, sociales, morales et philosophiques."

Je vous remercie de votre attention et je souhaite le plus grand succès au Pôle Denis de Rougemont d'études européennes et au Global Studies Institute.